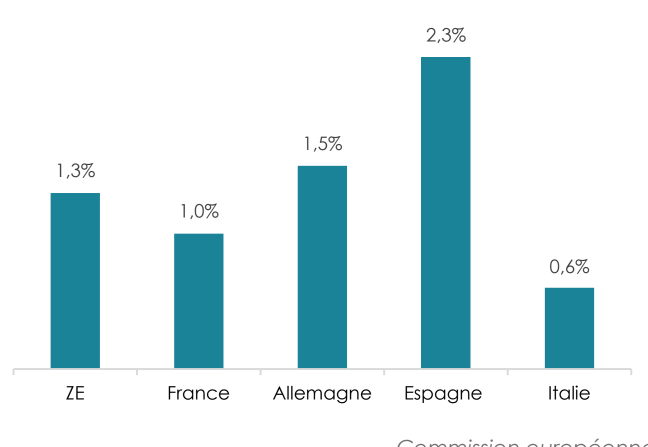


Point de conjoncture

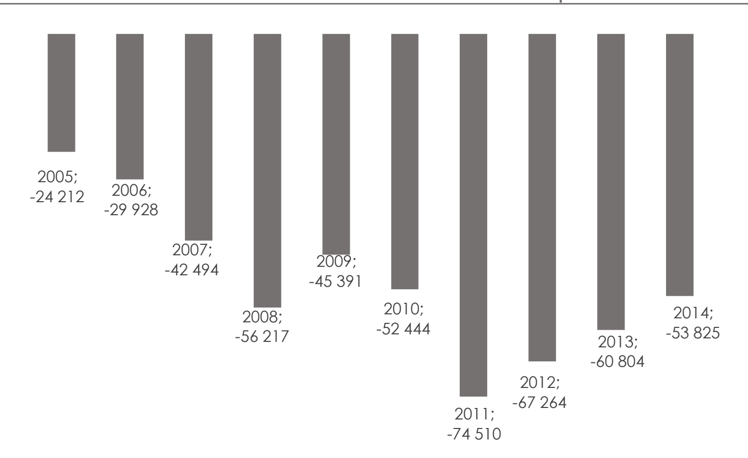
Février 2015





Commission européenne





DGDDI

CONJONCTURE EN FRANCE

Croissance

La croissance française devrait s'établir à 1 % en 2015, d'après les dernières prévisions de la Commission européenne. Celle-ci table sur un rebond de la consommation des ménages stimulé par la réduction d'impôt sur les bas revenus ainsi que par la diminution de la facture énergétique liée à la baisse des prix du pétrole.

Néanmoins, la Commission européenne estime que le commerce extérieur continuera de peser sur la croissance française en 2015 : le CICE n'aurait réellement un effet sur l'investissement et la compétitivité qu'à partir de 2016, année durant laquelle la croissance devrait s'élever à 1,8 %.

Finances publiques

En 2014, le déficit budgétaire s'est élevé à 85,7 milliards d'euros soit une hausse de 14,4 % en un an. Les dépenses ont été quasiment stables (+0,3 %) et s'établissent désormais à 377,7 milliards d'euros. Si la charge de la dette et les dépenses de fonctionnement ont diminué en 2014 (respectivement -3,8 % et -6,2 %), ces baisses ont été compensées par la hausse de 11,5 % des dépenses d'investissement.

Parallèlement, les recettes ont baissé de 3,1 % et atteignent 292 milliards d'euros. Les recettes fiscales se sont repliées de 3,4 % en un an, en particulier du fait de la baisse de l'impôt sur les sociétés (-25,1 %). Si cette baisse est salutaire, il faut néanmoins noter qu'elle intervient après quatre années consécutives de hausse (+57,2 % en 2010 ; +18,9 % en 2011 ; +4,5 % en 2012 ; +15,5 % en 2013).

Direction des Affaires Économiques
jbestel@cgpme.fr - 01 47 62 73 29

Amélioration du déficit commercial en 2014

En 2014, le déficit du commerce extérieur continue de lentement se résorber : il s'est élevé à 53,825 milliards d'euros, soit une baisse de 11,5 % par rapport à 2013 et de 27,8 % par rapport au déficit record de 2011.

Les exportations stagnent (+0,1 %) après le repli observé en 2013 (-1,2 %). Alors que les livraisons aéronautiques et les ventes de produits de luxe restent dynamiques, les exportations agricoles reculent nettement (-37,5 %).

L'amélioration du solde extérieur résulte donc essentiellement du nouveau repli des importations (-1,3 % après -2,3 %). Celles-ci diminuent sous l'effet de la chute des approvisionnements énergétiques (-12,7 %) tandis que les achats de produits manufacturés redémarrent (+1,2 %) après deux années de recul. Par conséquent, la baisse du déficit du commerce extérieur s'explique uniquement par la baisse des cours du pétrole.

Inflation

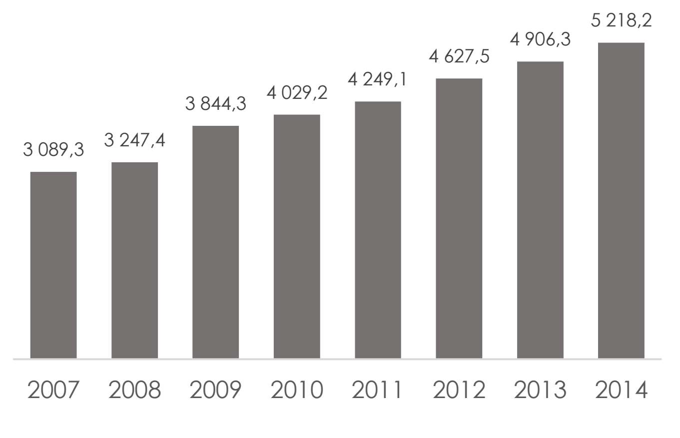
En décembre, les prix à la consommation ont été quasiment stables après une baisse de 0,2 % en novembre. Les hausses saisonnières des prix de certains services (+0,6 %), dont les transports et communications (+2,2 %), sont en grande partie compensées par un nouveau recul des prix de l'énergie (-2,6 %), en particulier des produits pétroliers (-4,6 %), et dans une moindre mesure, par une baisse des prix des produits alimentaires (-0,1 %).

Sur l'ensemble de l'année 2014, l'inflation s'est établie à +0,5 % après +0,9 % en 2013. Ce taux ne cesse de diminuer depuis 2011 (+2,1 %). Il s'agit du taux le plus bas depuis 2009 (où il s'enregistrait à +0,1 %).



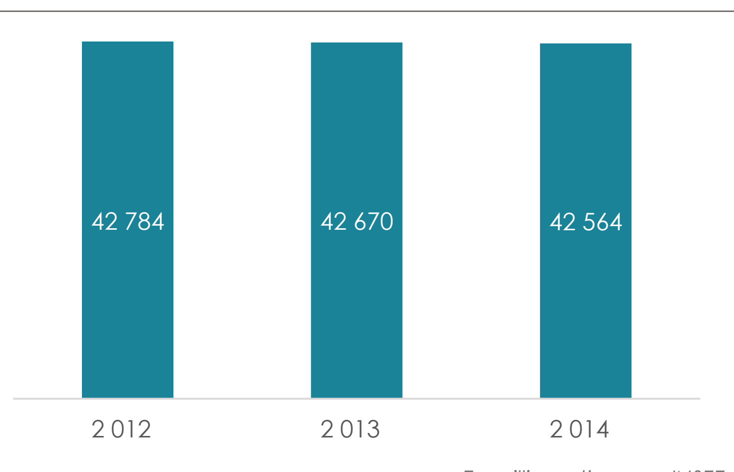
Direction des Affaires Économiques
jbestel@cgpme.fr - 01 47 62 73 29

Nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi



Catégorie A, B, C – En milliers – DARES

Dépenses moyennes de consommation par an



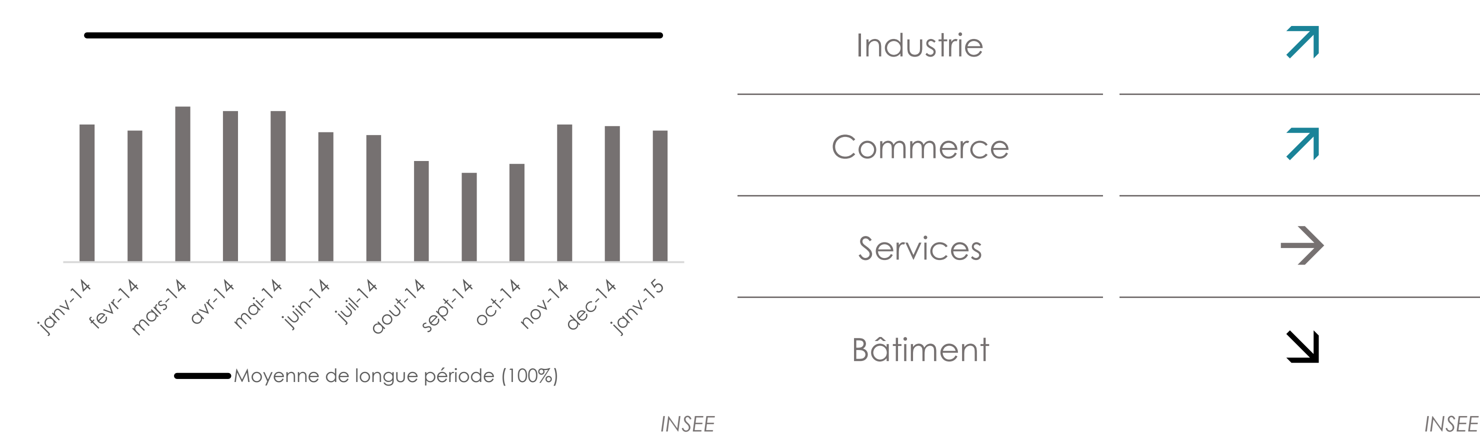
En millions d'euros – INSEE

SITUATION DES MÉNAGES

En janvier, le moral des ménages est stable mais demeure dégradé : l'indicateur correspondant se situe toujours 10 points en dessous de sa moyenne de longue période. Les ménages sont plus nombreux à considérer que leur situation financière s'est détériorée ces dernières semaines.

En 2014, on comptait 6,4 % de personnes inscrites à Pôle Emploi de plus qu'en 2013. Elles sont désormais 5,218 millions à s'y être inscrites en catégorie A, B, C et 3,496 millions d'entre elles n'ont aucun emploi (catégorie A). Ces chiffres sont alarmants d'autant plus que 2,417 millions de personnes sont répertoriées à Pôle Emploi depuis plus d'un an. En outre, les ménages sont encore très nombreux à estimer que le chômage continuera de s'accroître au cours des prochains mois. La persistance d'un chômage de masse modifie profondément les comportements de consommation et d'épargne des ménages.

Ainsi, les dépenses totales de consommation en 2014 se sont élevées à 42,6 milliards en moyenne soit une quasi-stagnation (-0,2 %) par rapport à 2013. Les dépenses en biens durables se sont accrues de 3 % (après -2 % en 2013), tirées par l'accélération des dépenses en biens d'équipement du logement (+7,5 % après +2,8 %). A contrario, les dépenses en énergie ont nettement reculé (-5,7 % après +0,8 % en 2013) du fait de la chute des dépenses en biens hors produits pétroliers (-7,2 % après +2 %). La consommation de biens manufacturés a augmenté en 2014, effaçant la baisse observée en 2013 (+0,7 % après -0,6 %). Pour les prochaines semaines, si plus de ménages considèrent que le moment est opportun pour faire des achats importants, ce solde d'opinion demeure bien inférieur à sa moyenne de longue période.



SITUATION DES ENTREPRISES

Climat des affaires

Depuis novembre 2014, le climat des affaires est quasiment stable : en janvier, il demeure inférieur de six points à sa moyenne de longue période.

Cette atonie se retrouve dans de nombreux secteurs, notamment dans le bâtiment où le climat des affaires est, certes, stable mais très inférieur à sa moyenne de longue période : les chefs d'entreprise de ce secteur estiment que l'activité de ces derniers mois a été très inférieure à la normale.

De même, les industriels et les fournisseurs de services ont observé un net recul de leurs activités au cours de ces dernières semaines. Toutefois, on observe des différences entre ces deux secteurs : le climat des affaires est inférieur de 8 points à sa moyenne de longue période dans les services tandis qu'il en est très proche dans l'industrie. D'ailleurs, la production de l'ensemble de l'industrie a nettement augmenté en décembre dernier (+1,5 % après -0,2 % en novembre 2014), tirée par le rebond de l'industrie manufacturière (+1,2 % après -0,5 %). Plus particulièrement, la production a rebondi dans l'industrie agroalimentaire (+1,5 % après -1,8 %), automobile (+2,9 % après -3,8 %) et la cokéfaction/raffinage (+3,4 % après -4,8 %).

C'est dans le commerce que le climat des affaires s'est nettement amélioré : il dépasse désormais sa moyenne de longue période. Ce phénomène peut s'expliquer par la période des soldes qui succède à celle des fêtes de fin d'année, périodes propices à l'accroissement du chiffre d'affaires. Ainsi, les commerçants ont observé une hausse des ventes ces dernières semaines.

Parallèlement, le nombre de défaillances cumulé depuis le début de l'année s'est élevé à 58 336 entreprises fin novembre 2014, soit une hausse de 1,4 % sur un an.



Financement des entreprises

En décembre 2014, les encours de crédits aux entreprises ont augmenté de 2,2 % par rapport à la même date en 2013 (contre +0,2 % sur un an entre décembre 2013 et décembre 2012). Cette accélération des encours de crédits provient de la hausse quasi constante de ceux à l'investissement (+2,45 % sur un an en 2014 après +2,04 % en 2013). Elle est surtout le résultat du retournement de tendance concernant les crédits de trésorerie qui progressent de 1,7 % sur un an sans pour autant rattraper la chute observée en décembre 2013 (-4,9 %) et 2012 (-4,2 %). Néanmoins, 34 % des gérants de PME font encore face à des problèmes de trésorerie.

Ainsi, si les conditions d'accès au financement bancaire semblent légèrement s'assouplir, 69 % des patrons de PME ont subi au moins un obstacle dans leur démarche de financement auprès de leur banque en janvier 2015 (contre 74 % en septembre 2014).

Par ailleurs, le besoin de financement encore très présent dans le quotidien de 65 % des chefs de petite et moyenne entreprise. Pour 38 % d'entre eux, il se concentre autour du financement d'exploitation.

Perspectives

De manière générale, 53 % des patrons de PME se déclarent inquiets pour leur activité dans les mois à venir. C'est notamment le cas dans le bâtiment où les entrepreneurs anticipent un nouveau recul de leur activité pour les prochaines semaines : les carnets de commandes sont, en effet, jugés comme peu garnis.

De même, les industriels ont constaté une baisse des carnets de commandes ainsi que des stocks légèrement supérieurs à la normale. Toutefois, dans ce secteur, les chefs d'entreprise prévoient de relancer leur production : ce redémarrage est surtout le résultat de l'amélioration des anticipations du secteur automobile qui influence également les perspectives d'investissement. En effet, si l'investissement du secteur devrait s'accroître en 2015 de 3 % (après +2 % en 2014), outre un biais d'optimisme traditionnel en début d'année, c'est surtout le fait de l'industrie automobile qui devrait rattraper son retard en la matière (+10 % en 2015 contre -8 % en 2014).

Parallèlement, alors que les fournisseurs de services n'entrevoient que peu de changement au niveau de leur activité, la demande prévue étant toujours très basse, les commerçants anticipent une nouvelle hausse des ventes au cours des prochaines semaines. En outre, leur stock s'étant allégé, ils sont plus nombreux à avoir l'intention de passer commande auprès de leurs fournisseurs.

La plupart des données présentées dans ce document proviennent de l'INSEE, de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, de la Direction du Budget et de la Banque de France.

